

Les faiblesses de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) : des extraits de deux documents émanant de l'Assemblée de l'UEO donnent une bonne idée des lacunes actuelles de l'Europe de la défense

Autor(en): **Puig, M. de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 10

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348743>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les faiblesses de l'Union de l'Europe occidentale (UEO)

Des extraits de deux documents émanant de l'Assemblée de l'UEO donnent une bonne idée des lacunes actuelles de l'Europe de la défense.

■ Conséquences politiques et juridiques de l'élargissement de l'UEO...

(Document 1625, 10 novembre 1998)

(...) Ce n'est pas par la description de ses capacités opérationnelles que l'UEO peut se faire connaître et comprendre, mais c'est avant tout par la part qu'elle prend effectivement dans la gestion des crises. Il faut bien constater que cette part est restée modeste, sinon nulle, au cours des crises récentes, qu'il s'agisse de celles survenues en Europe, dans la péninsule balkanique, sur le pourtour de la Méditerranée ou en Afrique, régions particulièrement importantes pour la sécurité de l'Europe. Ainsi, lors de la crise bosniaque, c'est seulement au moment où les Etats-Unis ont décidé d'intervenir activement que l'OTAN s'est vu confier une mission importante, celle de l'UEO restant marginale. En 1997, lors de la crise albanaise, l'UEO a laissé certains de ses membres entreprendre, autour de l'Italie, l'opération «ALBA» qui semble avoir été décisive pour la restauration de l'Etat albanais, alors que l'UEO se contentait d'une mission, utile certes, mais limitée pour la reconstitution de la police albanaise. Enfin, en 1998, la crise du Kosovo n'a reçu de la part de l'UEO d'autre réponse qu'une brève déclaration, et il a fallu at-

tendre une décision américaine pour que l'OTAN déploie un dispositif militaire susceptible de dissuader la Serbie de poursuivre une répression intolérable.

(...) Il faut donc admettre que l'UEO s'est montrée fort inefficace en ces affaires, mais que cette inefficace n'était pas due à un manque de moyens ou à un vice de l'Organisation, mais à un blocage politique de certains de ses membres.

(...) L'UEO souffre d'une infrastructure juridique inadéquate. Elle n'a pas les moyens juridiques de ses politiques, qu'il s'agisse de ses «élargissements», de ses missions de Petersberg ou de ses activités industrielles et commerciales.

(...) Le premier problème est celui du devenir de l'UEO: évoluera-t-elle vers ce qu'on a appelé le «pilier européen» de la défense atlantique, vers une «identité européenne de sécurité et de défense», toujours au sein de l'Alliance d'une part, ou deviendra-t-elle la composante «défense» du processus d'intégration européenne (...) de l'autre? Entre ces deux options, un choix unanime n'ayant pu être fait, l'immobilisme a paru l'approche la plus appropriée pour la solution du problème du devenir.

■ Rapport présenté par M. de Puig, président de l'Assemblée, «L'UEO et la défense européenne...»

(Document 1636, 15 mars 1999)

(...) Si, dans le domaine économique, les intérêts des Européens sont largement convergents, il n'existe pas de conception partagée (...) à propos d'une politique extérieure et de défense commune (...). La France est, aux yeux de nombre de ses partenaires européens, aussi suspecte, voire plus encore que les Etats-Unis, de vouloir conduire les Européens dans des aventures dont ils ne veulent pas. Ils ne tiennent pas compte non plus de ce que les pays du nord de l'Europe ne se sentent pas très concernés par les affaires méditerranéennes qui revêtent une grande importance pour les pays de l'Europe du Sud, mais aussi pour les Etats-Unis.

D'autre part, les Américains et les Britanniques ont parfaitement raison de considérer que la puissance américaine est telle que l'Europe, même si elle était unie, ne pourrait mener une politique extérieure qui l'éloigne trop des Etats-Unis. S'ils encouragent les Etats européens à faire un plus grand effort financier pour leur défense, c'est en sachant parfaitement que l'avance américaine est telle qu'ils ne peuvent envisager de rattraper leur retard avant bien longtemps. (...)